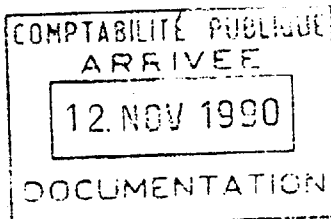


**MINISTRE DE L'ECONOMIE
DES FINANCES ET DU BUDGET**

DIRECTION
DE LA
COMPTABILITE PUBLIQUE

Sous-Direction C
BUREAU C3



Classement
B1

INSTRUCTION N° 90-121-B1

du 6 novembre 1990

NOR : BUD R 90 00122 J

(Texte publié au Bulletin officiel de la Comptabilité publique)

Ce document a été modifié par les documents suivants :

n°	du
n°	du
n°	du
n°	du
n°	du
n°	du
n°	du

Ce document a été abrogé par le document :

n°	du
----------	----------

**MESURE DE SIMPLIFICATION DES PROCEDURES DE PAIEMENT DES BOURSES
NATIONALES D'ETUDES DU SECOND DEGRE AUX ELEVES SCOLARISES
DANS DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVES**

ANALYSE

*Paiement global des bourses accordées aux élèves des établissements d'enseignement privés
sous contrat ou habilités à recevoir des boursiers nationaux, sur l'acquit du représentant légal
de l'établissement constitué mandataire*

DOCUMENT A ANNOTER

Instruction n° 88-48-B1 du 12 avril 1988

Diffusion

CS

27

0 678753 P 54

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

PGT	TPG	DOM							
-----	-----	-----	--	--	--	--	--	--	--

Le dispositif décrit dans l'instruction n° 88-48-B1 du 12 avril 1988 est aménagé sur trois points :

1 - la désignation du mandataire de l'établissement scolaire en vue du paiement global des bourses.

Le versement des bourses au titre de l'année scolaire 1990-1991 et des années suivantes, par paiement global conformément à la note de service du ministre ordonnateur n° 88-039 du 10 février 1988 annexée à l'instruction du 12 avril 1988, peut se faire indifféremment à un président d'association de gestion ou à un chef d'établissement dès lors que le mandataire désigné engage financièrement de manière incontestable l'établissement scolaire. L'engagement écrit, signé par le mandataire et joint au dossier lors du paiement des bourses du premier trimestre de l'année scolaire, constitue la pièce justificative de la qualité de "mandataire".

2 - la présentation des dossiers, en particulier en ce qui concerne les procurations délivrées par les familles des élèves.

Les procurations, transmises au comptable, sont classées par établissement. En revanche, un classement précis dans l'ordre de la liste récapitulative n'est pas exigé.

3 - le contrôle de la filiation entre enfant et parent bénéficiaire de la bourse d'études.

Le contrôle de la filiation entre l'enfant et le parent est désormais effectué uniquement par le directeur de l'établissement et l'ordonnateur. Ce dernier certifie la filiation en cas de patronymes différents, par une attestation globale par établissement.

* * *

Par ailleurs, je rappelle que par lettre n° DOC 89/13 du 23 février 1989, je vous ai précisé que l'attribution des bourses relève de la compétence du recteur et que, par conséquent, les dépenses en cause sont justifiées par les états liquidatifs signés par l'inspecteur d'académie qui a reçu délégation par le recteur, et certifiés par l'ordonnateur secondaire.

Enfin, je vous informe qu'à ma demande, le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports devrait rappeler aux établissements scolaires que le paiement direct aux familles se fait par virement sur un compte bancaire ou postal, ou de caisse d'épargne.

Le Directeur de la Comptabilité Publique
Pour le Directeur de la Comptabilité Publique
Le Sous-Directeur, chargé de la Sous-Direction C

J.L NINU